Quotidien **FRATERNITE** N°2101 du 28 mai 2008

Moussa EL-HADJI MAMA, Laurent MONTCHO A.

INFLATION ET VIE CHERE

Une crise mondiale plus str

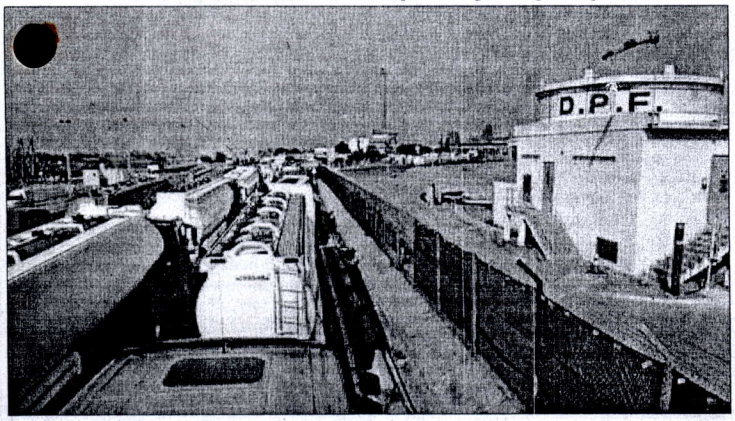
Les prix des produits de grande consommation continuent de flamber tant sur le plan national qu'international. Les cours du baril du pétrole désormais à 133$ obligent. Le panier de la ménagère reste jusque-là squelettique qu'on soit au Bénin, en France, au Pakistan, en Inde, aux Usa, en Egypte, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Niger, au Togo et au Burkina-Faso. Mais contrairement aux autres pays d'Afrique, le gouvernement béninois a su anticiper depuis le dernier trimestre du mois de novembre 2007 en prenant des mesures courageuses qui ont été plus ou moins efficaces face à une crise mondiale, beaucoup plus structurelle que conjoncturelle. Dossier ....

Au marché Dantokpa les prix des produits fl

La crise actuelle de l'inflation et de la vie chère se révèle aujourd'hui comme la résultante de l'échec de plusieurs décennies de politiques agricoles nationales, des organisations internationales et des institutions financières telles que le Fonds mondial pour l'alimentation (Fao), la banque mondiale, le programme mondial pour l'alimentation (Pam), le fonds monétaire international (Fmi) sans oublier la banque africaine de développement (Bad), la banque ouest-africaine de développement (Boad) et l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (Uemoa). D'un degré à un autre, chacune desdites institutions ainsi que les différents gouvernements qui se sont succédé ont une grande part de responsabilité qui fait de la situation, une crise mondiale plus structurelle que conjoncturelle. Ainsi, demain ne semble pas la veille pour un quelconque rétablissement de la situation. D'abord, au niveau des pays d'Afrique, le recentrage des politiques agricoles sur les cultures de rente telles que le coton, le cacao, le café a conduit à l'abandon des cultures vivrières (céréales et tubercules). Des déficits céréaliers se sont donc accumulés pendant plusieurs années sous l'effet conjugué de la faible production et de l'exportation du peu qui est produit. Même si les cultures de rente ont pour but de relever les économies africaines - à terre aux lendemains des indépendances - il est aujourd'hui plus qu'hier temps de faire 'des préférences. agricoles qui tiennent compte non seulement des produits destinés à l'exportation mais aussi et surtout de la souveraineté alimentaire des Etats d'Afrique. Une option à laquelle les organismes internationaux et les institutions financières ont toujours fait dos en amenant les gouvernants à verser dans la mal gouvernance à travers des aides alimentaires en lieu et place de l'aide au financement des politiques agricoles devant conduire à une souveraineté alimentaire. Or, tant qu'il n'y a pas une souveraineté alimentaire on ne peut en aucun cas parler de sécurité alimentaire qu'on ne cesse d'évoquer à travers l'exportation des surplus des pays industriels (Usa) pour nourrir et couvrir les besoins alimentaires de la population mondiale. Des surplus qui, à un moment donné ont commencé par être utilisés pour les nouveaux besoins des plus riches et émergents à travers le carburant vert communément appelé biocarburant. Du coup, les exportations en direction des pays dits pauvres ont diminué. Et comme ces derniers n'étaient pas préparés à combler le gap alimentaire, il s'en est suivi une pénurie des produits de base dans le monde entier notamment les céréales. Il va s'en dire que la crise actuelle apparaît moins conjoncturelle que structurelle et exige que chaque pays produise au maximum ce qu'il peut produire localement et que les populations consomment autant qu'elles ont produit localement. C'est l'un des moyens efficaces et plus sûrs pour faire face à la situation de la crise alimentaire et de la vie chère qui semble avoir de beaux jours devant elles. Dans les pays comme le Bénin, le Burkina-Faso, le Niger, le soutien aux petits paysans s'avère un passage obligé pour augmenter la production locale et assurer une sécurité alimentaire. L'aide alimentaire n'est donc pas une solution encore moins une alternative lorsqu'on se rend compte que la situation est mondiale et n'épargne même pas les pays riches et émergents. Les experts estiment que la situation va durer un, deux voire trois ans si des réformes en profondeur ne sont pas opérées au niveau de chaque pays par un prise de conscience des dirigeants qui n'ont plus qu'un seul choix. Celui de développer l'agriculture locale et de donner la possibilité aux populations de faire des choix au niveau des produits localement cultivés. C'est un impératif..

Les causes profondes de la crise alimentaire et de l'inflation

La cherté de la vie qui sévit actuellement au Bénin ainsi qu'ailleurs dans le monde se traduit par une forte hausse du prix des denrées alimentaires. Cette inflation est, selon le Fonds mondial pour l'alimentation (Fao), due à un ensemble de facteurs, dont la diminution de la production agricole, les changements climatiques, à la faiblesse relative des stocks de vivres, à l'augmentation de la consommation de viande et de produits laitiers dans les pays en développement, l'accroissement de la demande de produits agricoles pour la production de biocarburants, la sécheresse et la hausse des prix de l'énergie et des frais de transport. Les économistes avancent quant à eux, des causes conjoncturelles et des causes structurelles qui seraient les plus importantes à la flambée des prix agricoles.



La crise du pétrole est à l'orgine de la crise alimentaire

A l'origine de la hausse actuelle des prix des produits alimentaires agricoles, la destruction des terres arables à l'échelle mondiale. Sous l'effet de l'urbanisation, des meilleures terres (notamment en Asie), de la désertification (notamment dans les régions du Sahel et en Australie, mais aussi en Espagne), du réchauffement climatique et la déforestation, les surfaces arables du globe sont en réduction depuis plusieurs dizaines d'années.

A l'échelle du globe, les pertes de surfaces arables sont estimées à une fourchette comprise entre 70 000 et 140 000 km2 par an (soit à titre de comparaison entre 12 et 25% du territoire français).

En 2007, la faiblesse des récoltes s'est accentuée dans de nombreuses parties du monde à cause des aléas climatiques tels que la sécheresse qui a sévi par exemple en Roumanie, au Lesotho, en Somalie et au Ghana, les inondations qui ont ravagé l'Équateur, la Bolivie, et le Sri Lanka. Au sud de la Chine, l'hiver a été particulièrement rude.

Un autre facteur systémique est l'augmentation de la demande en raison de l'explosion démographique mondiale d'environ 1.2% par an. La consommation de viande, en hausse, a provoqué un détournement des zones cultivées au profit de l'élevage, plus lucratif et au détriment des cultures des aliments de base traditionnels. Pour avoir un ordre de grandeur, en 1990 les classes ou couches moyennes représentaient 9% de la population en Inde et 8,6% de la population chinoise, tandis qu'en 2008 elles atteindraient près de 30% et 70% de leur population respective.

Le pétrole, goulot d'étranglement

La hausse du prix du pétrole qui a quasiment quadruplé depuis 2003, (de 30$ à 115$ le baril) a entraîné celle du coût des fertilisants, qui en majorité, requièrent l'utilisation de pétrole ou plus souvent du gaz naturel (dont le prix est lié à celui du pétrole) pour leur fabrication. De plus, le coût de production des matières agricoles inclut également les frais liés à l'utilisation des machines agricoles et à leur transport.

Agro-carburants ou les mauvais choix politiques

L'augmentation de l'utilisation de matières agricoles comme biocarburant dans les pays développés a entraîné une diminution de l'offre de nourriture disponible pour la consommation humaine à l'échelle du globe. Cette offre réduite se traduit par un renchérissement très significatif des matières premières agricoles et notamment des céréales. Ce renchérissement touche toutes les populations du globe, en particulier, les pays les moins développés et les pays en voie de développement. Car la part de l'alimentation dans les budgets des ménages y est plus importante.

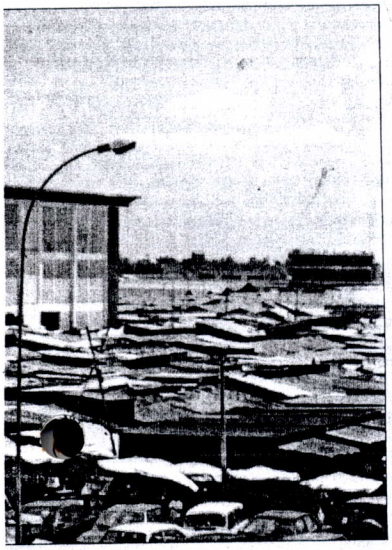
La production d'agro-carburants est devenue plus rentable grâce à des subventions des gouvernements. Ces subventions étant elles-mêmes justifiées par la volonté d'accroître la part des agro-carburants, en raison de la hausse du prix du pétrole et de leur impact supposé moindre sur l'émission de gaz à effet de serre. Ainsi aux Etats-Unis, en 2007, 23% des récoltes de maïs étaient consacrées à cette production, contre 6% en 2005.

Cette production est violemment attaquée par des associations de défense de l'environnement ou des organismes internationaux. Jean Ziegler, rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, parle même de " crime contre l'humanité ".

Selon l'économiste américain Paul Krugman, dans le journal américain " New York Times " du 7 avril 2008, " les terres consacrées aux cultures de biocarburants de synthèse ne sont plus disponibles pour les cultures vivrières. Ce qui fait que les subventions aux biocarburants sont un facteur majeur dans la crise alimentaire. On pourrait décrire les choses de cette façon : les gens meurent de faim en Afrique afin que les hommes politiques américains puissent gagner des voix dans les Etats agricoles des USA. " Il est à noter que si l'intégralité des céréales actuellement utilisés dans le monde pour la production de biocarburants (environ 100 millions de tonnes en 2008) étaient à nouveau destinés à l'alimentation humaine (1008 millions de tonnes en 2008 selon le rapport de la FAO), les bilans mondiaux de produits céréaliers redeviendraient excédentaires.

Plusieurs pays (de l'Union Européenne notamment) ont déclaré leur intention de réfléchir quant à la modification de leur position vis-à-vis des biocarburants. A l'inverse, le président brésilien Lula dont le pays est le deuxième producteur mondial de biocarburants, a récusé le lien de causalité entre biocarburant et hausse des prix.

cturelle que conjoncturelle



Les mesures du Gouvernement béninois face à la cherté de la vie

Face à la flambée des prix des produits alimentaires aussi bien locaux qu'importés et des matériaux de construction constatée au Bénin depuis le dernier trimestre de 2007, le gouvernement béninois prenant à cœur la misère du peuple, a entrepris une série de mesures sociales dès le vendredi 30 Novembre 2007. Ces mesures dont certaines sont à effets immédiats et d'autres à moyen terme, concernent certains produits alimentaires importés tels que la farine de blé, le riz blanchi, le lait, le sucre, les pâtes alimentaires, la tomate en boîte, et les matériaux de construction tels que le ciment, le clinker, les sacs d'emballage de ciment et le fer à béton, sans oublier les produits pétroliers. Les mesures d'allègements fiscaux et douaniers pour un certain nombre de produits (riz ordinaire blanchi 25% de brisure, le blé, la farine de blé, le fer à béton, le ciment, le clinker, et les produits pétroliers) prises auparavant, ont été aussi reconduites pour la période du 1er Avril au 30 juin 2008.

Par ailleurs, le gouvernement décida du déblocage immédiat d'un fonds complémentaire de 235.000 000F Cfa à l'Office national pour la sécurité alimentaire (0nasa) pour lui permettre de constituer un stock tampon complémentaire de 1000 tonnes de maïs pour la soudure alimentaire au titre de l'année 2008. Toujours dans la recherche des solutions à ce phénomène qui se révèle une crise plus structurelle que conjoncturelle et qui frappe de plein fouet le monde entier, Boni Yayi a pris son bâton de pèlerin pour aller à la rencontre des producteurs agricoles qu'il appelle à cultiver beaucoup plus les produits vivriers. Et pour ce faire, il préconise la mise en valeur des vallées du pays en vue de mettre sur le marché, dans les tout prochains mois, plus de 26.000 tonnes de maïs et 23.000 tonnes de riz. La mise en œuvre des premières mesures annoncées en novembre 2007 aura coûté à la nation béninoise la somme de trente cinq milliards 35.000.000.000 de francs Cfa.

Les populations s'approvisionnent en céréales grâce aux stocks tampon de l'Onasa

Les stocks céréaliers en baisse progressive

Selon les "Perspectives de récoltes et situation alimentaire", "les stocks céréaliers devraient tomber à leurs plus bas niveaux depuis plus de vingt ans. Compte tenu du renforcement de la demande et du déficit de la production céréalière mondiale en 2007 par rapport aux besoins d'utilisation, les stocks mondiaux de céréales au moment de la clôture des campagnes se terminant en 2008 devraient s'établir à tout juste 405 millions de tonnes. Ce qui représente une perte de 22 millions de tonnes (5%) par rapport à leurs niveaux d'ouverture déjà réduits et le volume le plus faible enregistré depuis 1982. Cette dernière prévision est également inférieure de quelques 15 millions de tonnes au chiffre publié en décembre. Ainsi, le rapport entre les stocks céréaliers mondiaux et l'utilisation recule lui aussi de 1% par rapport au faible niveau de la campagne précédente, pour se chiffrer à 19,2% seulement".

Les pays développés en particulier ont eu tendance ces dernières années à laisser les stocks agricoles diminuer, préférant avoir recours à l'importation. Des pays en voie de développement ont également appliqué cette politique, et lorsque des pays producteurs comme l'Égypte ont annoncé de stopper leurs exportations pour réguler la hausse des prix sur leur territoire, cela a amplifié le mouvement de hausse des prix. L'Usda montre ainsi que la production et les stocks de blé ont diminué depuis 2004, alors que la consommation s'est stabilisée. Le Programme alimentaire mondial (Pam) évoque des stocks ayant " atteint leur niveau le plus bas depuis trente ans."

Le monde croule sous les liquidités

Le 18 avril 2008, l'économiste Patrick Artus, martelait sur les ondes de Radio France Inter (Rfi) que " Le monde croule sous les liquidités ". Selon ce économiste, avec la crise des subprimes, les matières premières sont devenues des valeurs refuges et donc spéculatives. En effet, les aliments de base et les matières premières, comme le pétrole, servent de valeurs refuges aux établissements bancaires et autres fonds d'investissement qui ont perdu, après avoir spéculé sur les fameuses subprimes, des sommes très élevées sur les marchés financiers. Et les grandes banques centrales qui volent à leur secours en injectant dans le circuit financier plusieurs centaines de milliards de liquidités, c'est-à-dire de crédits bon marché, leur ont permis de se tourner vers ces nouveaux investissements à moindre frais.

Résultat, des hedge funds en particulier auraient aggravé la hausse des prix par leur intervention sur le marché à terme. Ils ont usé de ces nouvelles facilités avec une seule idée en tête : " se refaire " le plus vite possible. D'où leur précipitation sur l'or, le pétrole ou les produits alimentaires de base. Des achats qui pouvaient offrir une perspective de plus-value rapide et très importante.

Les effets des mesures du Gouvernement béninois sur la souffrance des consommateurs

"Une analyse des mesures prises par le gouvernement pour juguler la hausse des prix des produits de grande consommation révèle que le gouvernement a pris à cœur de soulager à court, moyen et long terme la souffrance des consommateurs du Bénin et même d'inverser la tendance en permettant au pays de produire massivement pour se mettre à l'abri de telles contingences", se réjouit Romain Abilé Houéhou, président de la ligue pour la défense du consommateur au Bénin. Cependant, il remarque que " les dernières mesures prises par le Conseil des ministres en sa séance du 03 Avril 2008 excluaient du champ d'application des allègements fiscaux et douaniers les produits comme le lait, le sucre, les pâtes alimentaires et la tomate. " Aussi, se demande-t-il de savoir si cela doit être interprété comme un signe d'essoufflement. " En ce qui nous concerne, informe-t-il, notre organisation a poursuivi durant le premier trimestre 2008, ses relevés de prix des produits alimentaires de grande consommation sur les marchés de Parakou (Nord), de Dassa-Zoumé (Centre) et de Dantokpa (sud). Ces relevés ont permis d'apprécier l'application effective ou non des prix de référence décidés par le gouvernement. Ce travail a été fait dans la perspective du suivi auquel notre organisation s'est engagée afin de permettre aux consommateurs de profiter des facilités à eux accordés à travers les mesures gouvernementales. Malheureusement, force est de reconnaître que les prix de référence prescrits par le gouvernement ne sont pas appliqués surtout par les commerçants de détail auprès de qui se ravitaillent la plupart des consommateurs. Ce qui fait que les allègements fiscaux et douaniers qui devraient, par une logique d'échelle, se répercuter jusqu'aux prix de détail, ne profitent pas aux consommateurs finaux. Cette non observance par les détaillants des prix de vente au détail tient à plusieurs causes à savoir le goût effréné de la spéculation chez les intéressés, les difficultés de compréhension du mode de bénéfice des crédits d'impôt et la nature même des activités commerciales qui se trouvent dans l'informel.

Les actions de la Ldcb, selon son président Romain Abilé Houéhou, se poursuivent actuellement, en tant que représentant des consommateurs, au sein du Comité chargé du suivi de l'application des mesures destinées à juguler la hausse généralisée des produits de grande consommation mis en place par le gouvernement. Cette institution devra s'opérationnaliser davantage sur toute l'étendue du territoire national avec les Comités départementaux et communaux de suivi.

PRIX DES PRODUITS DE 1ere NECESSITE FIXES PAR LE GOUVERNEMENT
(Prix recueillis ce jour 24 avril 2008 à dantokpa)

PRODUITS	CONDITIONNEMENT	PRIX DE VENTE EN GROS	Prix actuellement pratiqué en gros	PRIX DE VENTE EN DETAILS	Prix actuellement pratiqué en détail	Différences
Riz blanchi ordinaire 25% de brisure	Sac de 50kg	12.700 F		13.000 F	13.500 F 13.000 F	500 F
Lait en poudre	Sac de 25kg	69.300 F		69.700 F	69.800 F / 69.600 F	100 F
Lait concentré sucré autre que le lait Belle Hollandaise	Carton de 24 boîtes	15.750 F		16.150 F	16.600 F (Bonnet bleu) 16.200 F (Jago)	450 F
Lait concentré non sucré de 170g	Carton de 48 boîtes	11.750 F		12.200 F	12.100 F	-
Ciment	Tonne			69.000 F	69.000 F	-
Farine de blé importée	Sac de 50kg	14.787 F		15.000 F	15.000 F	-
Sucre en morceaux	Carton de 25kg	16.000 F		16.300 F	16.300 F/ 16.400 F/ 16.500 F	200 F
Pâtes alimentaires de 250g et de 500 g	Carton de 20 ou 40 paquets	6.453 F		6.700 F	6.700 F / 6.500 F	
Tomate concentrée de 70g	Carton de 50 boîtes	3.050 F		3.200 F	3.200 F / 3.250 F	50 F
Fer à béton de 6mm	Tonne	465.000 F		475.000 F	-	-
Fer à béton de 8, 10 et 12 mm	Tonne	450.000 F		460.000 F	-	-
Pain de 160g	-	90 F	90 F	100 F	100 F	-
Pain de 200g	-	113 F	113 F	125 F	125 F	-

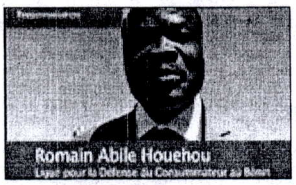
Des propositions pour endiguer la flambée des prix des produits de grande consommation

Pour mettre durablement les citoyens consommateurs du Bénin à l'abri des souffrances actuellement vécues, il urge d'accroître significativement la production nationale en produits alimentaires bruts et transformés. Cela pourra se réaliser à travers la création de grandes exploitations agricoles sur lesquelles la maîtrise de l'eau sera assurée. En effet, le caractère pluvial de l'agriculture est antinomique des nombreuses possibilités qu'offrent de nos jours les technologies agricoles. Des unités de transformation (canne à sucre transformée en sucre alimentaire, tomates fraîches conditionnées dans des boîte, lait de vache conditionné en boîtes…) devront être encouragées à s'installer. Tout ceci sera possible sur des terres sécurisées (adoption d'une réforme agraire à travers une législation foncière adéquate) permettant d'avoir de grandes exploitations d'un seul tenant. Le projet gouvernemental de mettre en valeur les vallées pour produire du maïs et du riz permettra certainement de relever le niveau de la production nationale. Les consommateurs doivent adopter des habitudes alimentaires introverties valorisant et privilégiant les produits locaux. A cet effet, l'utilisation de denrées locales dans la panification par exemple constituerait une solution pour réduire nos importations de blé et farines de blé. Les minerais de fer découverts à certains endroits du territoire national doivent être extraits et transformés localement. A cet égard, le gouvernement pourra favoriser l'installation d'industries sidérurgiques capables de recycler également les carcasses de véhicules jonchant les rues de nos villes et campagnes. Ce qui permettrait de régler en même temps un problème crucial d'environnement.

Suite en page 8

Suite de la page 7

Romain Abilé Houéhou à propos des mesures prises par le gouvernement



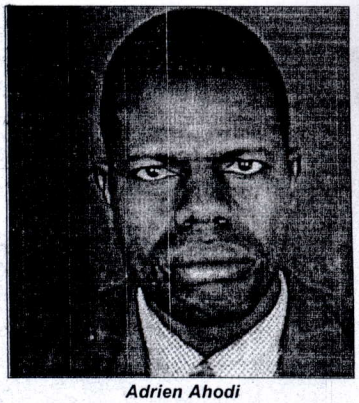
«Nous voudrions tout d'abord rappeler que la flambée des prix des produits de première nécessité est une réalité aux niveaux international, régional et national avec des causes aussi bien endogènes qu'exogènes et bien connues de tous. Notre pays a traversé une pareille crise en 2005, justifiant les deux marches pacifiques que nous avions organisées à l'époque avec l'appui d'une vingtaine d'organisations de la société civile regroupées en une Coalition contre la cherté de la vie au Bénin.

Nonobstant la remise aux autorités compétentes d'un mémorandum pour attirer l'attention du gouvernement sur la souffrance des consommateurs et les propositions concrètes exploitables formulées pour la sortie de crise, les cris de détresse des consommateurs n'ont pas été entendus par le gouvernement d'alors qui a préféré faire la sourde oreille à ces revendications pourtant légitimes. La promptitude avec laquelle les actuelles autorités gouvernementales ont pris ces mesures salutaires et l'efficacité de plus en plus prouvée du dispositif mis en place témoignent une fois encore de la volonté de l'actuelle équipe d'être à l'écoute des consommateurs et confirment sa capacité à gérer au mieux les affaires publiques dans notre pays. Mieux, l'extension des mesures aux produits vivriers locaux dont l'évaluation en terme de quantité disponible est en cours, amène notre organisation à décerner un satisfecit au gouvernement. Notre reconnaissance est d'autant plus grande quand nous faisons une analyse comparée avec les mesures qui sont prises dans un autre pays africain (le Sénégal) frappé de plein fouet depuis le mois d'août 2007 et dont les mesures de lutte contre la cherté de la vie n'ont été effectives que dans le mois de janvier 2008.

Par la même occasion, nous voudrions nous engager aux côtés du gouvernement à poursuivre la sensibilisation auprès de tous les différents acteurs concernés par ces mesures (importateurs, grossistes, demi-grossistes et détaillants) afin que la baisse des prix soit une réalité généralisée sur tous les marchés du territoire national dans les proportions définies par le gouvernement. Aussi, voudrions-nous demander aux importateurs, grossistes, demi-grossistes et détaillants de faire preuve de patriotisme et de confiance dans les mesures prises par le gouvernement qui a déjà donné des gages de responsabilité et de sérieux.

La Ldcb lance un vibrant appel à tous les consommateurs pour qu'ils se mobilisent à ses côtés afin de soutenir de façon méthodique les actions du gouvernement qui concourent à l'amélioration de leurs conditions de vie. Elle profite de l'occasion pour inviter les consommateurs à se montrer vigilants pour barrer la voie aux spéculateurs qui tenteront de ramer à contre courant.»

Que dit Adeco-Bénin ?



Adrien Ahodi

Selon M. Adrien Ahodi, alias Jules Agbodjèman, secrétaire général de l'Association pour la défense des consommateurs et des acquis démocratiques du Bénin (Adeco-Bénin), " la cherté de la vie n'est pas tombée tout d'un coup du ciel. Elle s'est annoncée depuis 2006, bien avant les élections présidentielles. Nous à notre niveau, nous avions pris des dispositions pour alerter le pouvoir central. Eu égard aux élections qui étaient en stand by, nous attendions du nouveau gouvernement des prises de mesures musclées pour parer cette cherté de la vie. Mais au départ, il a été constaté qu'aucune disposition n'avait pas été prise par le Gouvernement du Dr Boni Yayi pour prévenir cette cherté de la vie. Au niveau de Adéco-Bénin, ce que nous avons constaté c'est les multiples courses au profit du coton ; de telle sorte qu'on se posait la question de savoir si notre chef d'Etat a été élu par le coton. Parce qu'il faillait le plus tôt possible prendre des mesures afin que les populations ne souffrent pas du manque des produits vivriers. C'est donc avec grand retard que le Gouvernement a commencé par prendre des dispositions qui n'ont pas du tout porté. Notre interpellation datait d'avril 2007.

I. Région du Nord (cas d'une boutique de PARAKOU)

Région du Nord (cas d'une boutique moins chère de PARAKOU)

PRODUITS	QUANTITE	PRIX ANTERIEUR	PRIX ACTUEL	DIFFERENCE	DIFFERENCE %
Couscous (SIPA)		550	700	150	27%
Mayonnaise Calve		1 150	1 350	200	17%
Sardine		250	325	75	30%
Baguette de pain		110	125	15	14%
Sac de Maïs		10 000	18 000	8 000	80%
Riz	50 Kg	14 500	16 500	2 000	14%
	50 kg	15 000	18 000	3 000	20%
	25 kg	7 500	9 000	1 500	20%
Spaghetti (GINO)	500g	300	300	0	0%
Coquillettes (GINO)	500 g	325	400	75	23%
Spaghetti (GINO)	250 g	150	175	25	17%
Coquillettes (GINO)	250 g	175	250	75	43%
Lait Nido	900 g	3500	4000	500	14%
	400 g	1800	2300	500	28%
Lait Peak	900 g	3300	4000	700	21%
	400 g	1900	1900	0	0%
Lait concentré (JAGO)		800	900	100	13%
Lait concentré (Bonnet bleu)		900	1000	100	11%
Œufs de pintade	l'unité	50	75	25	50%
Œufs de poules de race	l'unité	75	100	25	33%
Plateau d'œufs	30	1 500	2 000	500	33%
Huile d'arachide	25 l	14 500	15 000	500	3%
	20 l	10 500	11 500	1 000	10%
	10 l	5 700	6 700	1 000	18%

II. Région du centre (cas du marché de DASSA)

Région du Centre (cas du marché de DASSA)

PRODUITS	QUANTITE	PRIX ANTERIEUR	PRIX ACTUEL	DIFFERENCE	DIFFERENCE %
Oignon	50 kg	15 000	28 000	13000	87%
Maïs	100 kg	12 000	30 000	18 000	150%
Igname (laboko)	Panier	20 000	30 000	10 000	50%
Huile d'arachide	1L	550	700	150	27%
Riz	50 kg	14 000	17 000	3 000	21%
Tomate en boîte (grde boîte)	1	1 800	2 000	200	11%
Spaghetti	1	275	350	75	27%
Œufs	Plateau (30)	1 800	2 200	400	22%

III. Région du Sud (cas du marché de DANTOKPA)

Région du Sud (cas du marché de DANTOKPA)

PRODUITS	QUANTITE	PRIX ANTERIEUR	PRIX ACTUEL	DIFFERENCE	DIFFERENCE %
Maïs	1 kg	125	175	50	40%
Mil /Sorgho	1 kg	300	400	100	33%
Riz	1kg	300	400	100	33%
Haricot	1 kg	350	325	-25	-7%
Gari		125	150	25	20%
Arachide		350	450	100	29%
Lait speak	170g	300	300	0	0%
lait concentré	1 kg	700	850	150	21%
Sucre St Louis	500g	300	350	50	17%
Milo	400 g	1700	1700	0	0%
Beurre (JAGO)	500g	600	650	50	8%
Tomate en boîte		75	100	25	33%
Spaghetti	500g	250	400	150	60%
Savon Palmida		90	100	10	11%
Savon BF		250	275	25	10%
Huile d'arachide		625	625	0	0%
Igname (Laboko)		15 000	27 000	12 000	80%
Œufs	Plateau (30)	1500	1900	400	27%
Oignon		40 000	50 000	10 000	25%

Constat de la flambée des prix des produits agricoles de par le monde

Depuis le début de l'année 2007, les prix de bon nombre de matières premières agricoles et denrées alimentaires de base ont augmenté de façon significative sur les marchés internationaux.

L'indice Fao des prix des produits alimentaires est passé de 139 à 219 entre février 2007 et février 2008, les plus fortes augmentations concernant les céréales (indice 152 à 281) et les produits laitiers (indice 176 à 278).

Le prix du marché international du blé a doublé entre février 2007 et février 2008 atteignant un record à plus de 10 dollars américains le boisseau US. Le prix du riz a atteint son niveau le plus élevé depuis dix ans. Dans certains pays, les prix du lait et du pain ont plus que doublé. Le soja a atteint son prix le plus élevé depuis 34 ans en décembre 2007. Le prix du maïs a également augmenté de façon significative.

Selon Jacques Diouf, directeur général de la Fao, la facture des importations céréalières des pays les plus pauvres va augmenter de 56% en 2008 après avoir augmenté de 37% en 2007. Une hausse qui a " un impact dévastateur sur la sécurité de nombreux peuples et sur les droits de l'Homme ".

Les mesures prises au niveau mondial

Alors que 75% des pauvres habitent dans des zones rurales, l'agriculture ne recevait que 4% des investissements publics et l'aide au développement. En avril 2008, la Banque mondiale et le Fmi annoncèrent conjointement une série de mesures visant à atténuer la crise et comprenant l'augmentation des prêts agricoles en Afrique et l'aide monétaire d'urgence aux zones durement touchées telles que Haïti. Le Pam a annoncé avoir besoin de 500 millions de dollars supplémentaires à son budget de 2,9 milliards pour financer ses projets en 2008 en raison de la hausse des prix.

Les puissances occidentales augmentent leur aide alimentaire d'urgence. Le président des États-Unis Georges Walker Bush a ainsi débloqué, le 14 avril 2008, 200 millions de dollars au titre d'un fonds d'affectation spéciale afin de pouvoir accroître l'aide alimentaire d'urgence de l'Agence des États-Unis pour le développement international et demandé 350 millions de dollars de crédits budgétaires supplémentaires au Congrès des États-Unis

Des manifestants contre la cherté de la vie matées par des forces de l'ordre

La flambée des prix des matières agricoles de base a affecté l'ensemble de la population mondiale. La Fao dresse une liste de 37 pays touchés et " requérant une aide extérieure." Si elle ne pose essentiellement dans les pays développés qu'une question de pouvoir d'achat, les conséquences de cette flambée des prix sont graves dans les pays en voie de développement.

De nombreux pays d'Asie et d'Afrique, et plus particulièrement le Burkina Faso, le Cameroun, le Sénégal, la Mauritanie, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, et le Maroc ont connu des manifestations ou des scènes d'émeute liées au renchérissement des denrées alimentaires de base à la fin de l'année 2007 et au début de l'année 2008. D'autres pays comme le Mexique, la Bolivie, le Yémen, l'Ouzbékistan, le Bangladesh, le Pakistan, le Sri Lanka, et l'Afrique du Sud ont connu également des émeutes liées à l'alimentation.

Haïti

Le 10 avril 2008, le Sénat de Haïti vote la destitution du Premier ministre Jacques-Édouard Alexis deux jours après que des émeutes liées à la pénurie alimentaire éclatèrent suite à son annonce d'un programme d'investissement destiné à diminuer le coût de la vie.

Indonésie

De violentes émeutes ont explosé en Indonésie, où les aliments de base et l'essence ont doublé de prix depuis janvier 2008.

Égypte

En Égypte, une forte tension sociale a vu le jour à la veille des élections municipales d'avril 2008. Ces troubles ont pour origines notamment une inflation galopante et une pénurie de pain. Les 6 et 7 avril, des manifestations importantes ont eu lieu au Caire et à El-Mahalla El-Kubra, ville industrielle située dans le delta du Nil, provoquant des affrontements violents avec les forces de police.

Philippines

Aux Philippines, c'est la hausse vertigineuse du prix du riz qui est à l'origine des tensions, avec une hausse de 50% entre les mois de février et avril 2008. L'armée a été appelée en renfort pour gérer la distribution des rations de riz du stock national. La cote de popularité de la présidente Gloria Arroyo s'en est fait ressentir, atteignant à la mi-avril 2008 son plus bas niveau depuis 2 ans.

Côte d'Ivoire

Le 31 mars, à Abidjan, capitale de la Côte d'Ivoire, la police a utilisé des gaz lacrymogènes contre des manifestants dont une douzaine ont été blessés lors d'une émeute de la faim qui avait frappé la ville. Les émeutes étaient provoquées par la hausse du prix de la nourriture et du carburant. Par exemple, le prix de l'essence est passé de 1,44 dollars américains à 2,04 dollars (soit de 648 F Cfa à 918 F Cfa) par litre en trois jours seulement

Suite en page 9